

Le CTA de ce jour est le premier de l'année 2022. Il est l'occasion pour la FSU d'adresser ses meilleurs vœux aux membres du CTA et, plus largement, à l'ensemble des personnels qui, chacun dans leur fonction, concourent au bon fonctionnement de l'École dans notre académie. Pour notre part, nous souhaitons que cette année soit placée sous le signe du respect et de la considération réciproque.

RESPECTER LES PERSONNELS, C'EST AVANT TOUT LES PROTÉGER.

Quelques jours à peine après la rentrée de janvier, les **écoles, collèges et lycées sont déjà au bord de la rupture** : directeurs d'école et services de vie scolaire submergés par la gestion des absences et des tests, pénurie en moyens de remplacements, absences en cascade des élèves et du personnel, protocole inchangé malgré l'aggravation de la situation... La FSU rappelle que, pour **maintenir les établissements ouverts**, les écoles, collèges et lycées doivent avoir les moyens de fonctionner en toute sécurité. De plus, il est nécessaire d'anticiper les conséquences pédagogiques notamment en reportant à juin des épreuves de spécialité du Bac et en reportant également les évaluations nationales de CP programmées en janvier.

Demain, jeudi 13 janvier, les personnels seront très nombreux à se mobiliser, par la grève, pour faire entendre leur exigence d'un **protocole viable**, d'une **protection réelle des personnels comme des élèves** ainsi que des **moyens humains** nécessaires pour faire face à la crise.

RESPECTER LES PERSONNELS, C'EST AUSSI LES REVALORISER.

La reprise de l'**inflation** et le maintien par le gouvernement du **gel du point d'indice** dans la fonction publique aggravent encore le recul du pouvoir d'achat de tous les personnels.

Une revalorisation des personnels est urgente. Elle doit concerner tous les personnels et avant tout les plus précaires, notamment les personnels AED et AESH qui, pour certains, perçoivent des revenus inférieurs au seuil de pauvreté.

Revaloriser les personnels est indispensable pour restaurer l'attractivité de nos métiers et réussir à pourvoir tous les postes nécessaires à l'amélioration de la réussite de tous les élèves et de nos conditions de travail.

RESPECTER LES PERSONNELS, C'EST ENFIN LEUR PERMETTRE DE REMPLIR LEURS MISSIONS.

Dans l'académie Nancy-Metz, les premiers éléments de préparation de la rentrée 2022 sont inacceptables.

Dans le premier degré, **aucun poste n'est créé**. Malgré une légère baisse démographique, la création de 10 « moyens d'enseignement » ne permettra ni de faire face aux multiples priorités ministérielles, ni d'abaisser significativement les effectifs dans toutes les classes, ni d'améliorer les remplacements, particulièrement indispensables en cette période de crise sanitaire.

Dans les collèges et lycées de notre académie, **29 emplois d'enseignants** vont à nouveau être supprimés. Depuis que Jean-Michel BLANQUER est ministre, ce sont ainsi 495 emplois d'enseignants qui l'auront été dans l'académie.

Dans les collèges et lycées, les effectifs de classe débordent ce qui pèse sur les conditions de tous, à la fois de travail pour les personnels et d'étude pour les élèves, notamment pour les élèves à besoins éducatifs particuliers dont l'accompagnement se dégrade.

Pourtant, **le ministère ose prétendre que moins de postes équivalent à plus de moyens !!** En effet, dans le premier et le second degré, les suppressions d'emplois sont masquées par l'affectation des enseignants-stagiaires à temps plein dès leur réussite au concours. Cette manœuvre est insupportable : elle revient à faire supporter aux entrants dans le métier les conséquences du refus de créer les postes nécessaires !

De plus, **16 emplois de personnels administratifs** (9 dans les établissements et 7 dans les services déconcentrés de la région académique Grand-Est) sont supprimés alors qu'ils sont pourtant indispensables au bon fonctionnement du système éducatif et à la réussite des élèves.

Seules bonnes nouvelles, les **créations d'un poste d'assistant social et de 6 emplois de CPE**. Ces créations sont les bienvenues car le rôle de ces personnels est essentiel au suivi des élèves. Cependant, elles demeurent largement insuffisantes pour répondre aux besoins (rappelons que de nombreux établissements fonctionnent sans AS ni CPE) et elles s'accompagnent de la suppression d'emplois d'enseignants du second degré, ce qui est purement et simplement inacceptable.

Les raisons de la colère sont importantes. Cette colère s'exprimera demain. Elle doit être entendue. Demain, jeudi 13 janvier, les personnels ne seront pas en grève « contre un virus » mais contre une politique. Si combattre un virus est difficile, **changer de politique est possible**, c'est ce que nous souhaitons pour l'année 2022.